

Les sales draps de l'argent propre du PLR

CRISE

Le Parti libéral-radical adoptera demain une stratégie pour l'avenir de la place financière suisse. Le débat très vif des dernières semaines entre les entrepreneurs du parti et les milieux proches des banques s'est calmé, mais il pourrait avoir laissé des traces.

SERGE GUMY BERNE

Tout le monde a gagné! Le Parti libéral-radical nous rejouerait-il *L'Ecole des fans* de Jacques Martin? A la veille d'une assemblée des délégués cruciale à Berne, il tente de présenter un front uni. Pas simple après les dissensions profondes des dernières semaines sur l'avenir de la place financière suisse et la stratégie de «l'argent propre».

A coups d'attaques frontales en réunion ou dans les médias, deux camps se sont durement affrontés. D'un côté, les représentants - essentiellement alémaniques - des arts et métiers, autoproclamés, porte-parole de «l'économie réelle». De l'autre, les sections cantonales - Zurich et Genève en tête - proches des milieux bancaires. Avec enfin, entre ces deux ailes antagonistes, le président du PLR suisse, Fulvio Pelli.

Convaincu que le vent a tourné dans l'opinion après l'affaire UBS et les pressions fiscales exercées sur la Suisse, le groupe des entrepreneurs réclamait du

parti qu'il prenne ses distances avec les banques. «Dans le public, on assimile le PLR à la grande finance et aux profiteurs. Nous devons prouver que c'est faux, et pour ça, il faut des actes», explique le conseiller national thurgovien Werner Messmer, par ailleurs président de la Société suisse des entrepreneurs. Or, 600 à 900 milliards de francs non déclarés y sont déposés. Ça ne peut plus durer. Messmer et ses alliés proposaient donc que les banques s'assurent que leurs clients étrangers ne leur confient plus que de l'argent déclaré au fisc. Ils militaient aussi pour la fin de la distinction entre fraude et évasion fiscales pour les clients suisses.

Cette proposition a fait bondir les milieux proches de la finance, qui refusaient que les banques se muent en gendarmes. «Nous ne défendons pas les banques, mais la sphère privée des citoyens», contre-attaque la libérale genevoise Martine Brunshawig Graf, pour qui, par ailleurs, «on ne peut pas séparer la place financière du reste de l'économie».

A quel jeu Fulvio Pelli joue-t-il?

Cette position est en passe de l'emporter: le document de synthèse soumis demain aux délégués maintient la distinction entre fraude et évasion fiscales, et impute aux clients des banques le soin d'attester - par une simple déclaration - que leurs fonds ont été dûment taxés. Ce qui n'empêche pas Werner Messmer de crier victoire. «Dans

les grandes lignes, ce papier stratégique correspond à ce que nous voulions. C'est un bon compromis.»

Quant à Fulvio Pelli, plutôt que de ramener le calme, il a semé le trouble dans le débat. Au début du mois de mars, le président du PLR s'est en effet subitement converti à l'avis du groupe des entrepreneurs, au risque de déboussoler ses troupes et de donner l'impression qu'il se distançait des positions antérieures du PLR.

«On me reproche d'avoir lancé une discussion dangereuse, réplique le Tessinois. J'ai effectivement joué la carte de la provocation. Mais je constate aujourd'hui que les positions des uns et des autres sont beaucoup moins éloignées qu'on a bien voulu le dire. Et la dispute interne est en passe de disparaître.» Une manière de donner raison à ceux qui soupçonnent le machiavélique Pelli de s'être en fait rallié aux entrepreneurs, souvent critiques à son égard, pour les

La conseillère



Martine Brunshawig Graf.
(LAURENT GUIRAUD/2009)

Le président



Fulvio Pelli.
(KEYSTONE/2008)

réduire au silence une fois leur défaite consommée.

Reste à connaître la profondeur des plaies qu'aura laissées

cette querelle intestine. A un an et demi des élections fédérales, le PLR a intérêt à les cicatriser au plus vite.

PUBLICITÉ

Les frères de Max Göldi défendent la visite de Merz



Moritz (à gauche) et Christian Göldi. Ils demandent à Tripoli de relâcher leur frère Max. (KEYSTONE/2009)

AFFAIRE KADHAFI

Les frères de Max Göldi ont rompu leur silence dans la presse alémanique. Hans-Rudolf Merz «a agi comme un homme d'Etat» en août dernier.

Moritz et Christian Göldi appellent les autorités libyennes à relâcher leur frère Max, retenu dans ce pays. Dans une interview, ils défendent également la visite infructueuse en août dernier à Tripoli de Hans-Rudolf Merz, alors président de la Confédération.

L'action du Conseil fédéral salué

Dans cet entretien publié hier par le journal zurichois *Tages-Anzeiger*, Christian Göldi affirme avoir écrit à Hans-Rudolf Merz pour lui demander d'être actif. Le président de la

Confédération «a agi comme un homme d'Etat» et négocié avec les meilleures intentions, mais «malheureusement sans succès».

La ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey s'est elle aussi engagée énormément, a ajouté le Bernois. Parallèlement, les deux frères veulent rappeler aux négociateurs de l'Union européenne (UE) que le problème n'est pas résolu. «Max est un prisonnier politique», avance Christian Göldi. Il faut résoudre le problème politiquement. Toutes les parties doivent désormais s'asseoir autour d'une table et trouver une solution, estime-t-il.

Malgré les espoirs provoqués il y a un mois par l'UE pour dénouer la crise entre la Libye et la Suisse, le sort de Max Göldi n'a pas évolué. Le Suisse a purgé hier deux mois de prison, soit la moitié de sa peine. (ats)

Pour vous au Swisscom Shop



Nokia N97 mini

99.-*

- > Mobile Internet
- > Ovi Store – Téléchargement de musique, widgets, applications, jeux, logiciels, etc.
- > Récepteur GPS intégré avec Nokia Maps

www.swisscom.ch/onlineshop

* A la conclusion d'un nouvel abonnement Swisscom NATEL® liberty grande CHF 55.-/mois. Durée minimale du contrat 24 mois. Prix sans abonnement: CHF 799.-. Carte SIM non comprise, CHF 40.-

Divertissement garanti. Partout et à tout moment.



swisscom